



ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION
ENTRE
LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION
ET
L'ASSOCIATION ECTI PROFESSIONNELS SENIORS

ENTRE

Le ministère de l'agriculture et de l'alimentation

Hôtel de Villeroy, 78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Représenté par Philippe VINÇON, directeur général de l'enseignement et de la recherche

ET

L'association ECTI Professionnels Seniors

78 rue Championnet - 75018 PARIS

Représentée par Etienne HOEPPFNER, président de l'association

D'AUTRE PART

Préambule :

Le ministère de l'agriculture et de l'alimentation souhaite renforcer sa coopération avec le monde professionnel, notamment dans le domaine de l'enseignement professionnel et technologique, de l'apprentissage, de l'insertion des jeunes et de la formation des adultes pour que :

- 100% des élèves aient acquis, au terme de leur formation, un diplôme ou une qualification reconnue ;
- l'orientation et les formations proposées aux élèves tiennent compte de leurs aspirations, de leurs aptitudes et des perspectives professionnelles liées aux besoins prévisibles de la société et de l'économie ;
- les représentants des organisations professionnelles contribuent, avec les autres partenaires sociaux, à la qualité des formations professionnelles ;

- les initiatives qui font connaître l'entreprise à l'ensemble du système éducatif se multiplient ;
- Les établissements d'enseignement agricole consolident leur rôle d'animation et de développement des territoires.

L'association ECTI Professionnels Seniors, association loi 1901, reconnue d'utilité publique, créée en 1974 et regroupant 2000 seniors, retraités bénévoles, principalement anciens cadres ou dirigeants de grandes entreprises ou de PME, techniciens et artisans, provenant de secteurs très divers :

- a pour vocation de mobiliser les compétences individuelles de ses membres afin de les mettre au service du développement économique et social, en particulier dans le domaine de l'enseignement ;
- participe à l'orientation et à l'insertion des jeunes dans les collèges, les lycées, les CFA, les universités, les écoles d'ingénieurs et les écoles de commerce, par des interventions très variées : actions de tutorat, information sur l'entreprise et les métiers, ateliers de préparation à la recherche d'emploi, conseils sur la création d'entreprise, conférences sur l'entreprise et ses transformations... avec, pour objectif, de les aider à réussir leur vie professionnelle.
- travaille au rapprochement entre l'École et l'Entreprise en apportant son concours à la recherche d'une adéquation entre l'enseignement et le marché du travail ; s'engage à soutenir activement la mise en œuvre des réformes en cours, notamment la réforme de la voie professionnelle.

Le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et l'ECTI souhaitent concourir au rapprochement entre le système éducatif et le monde économique pour accompagner les élèves dans la découverte du monde professionnel et l'acquisition des savoir-être associés et favoriser ainsi leur insertion professionnelle.

Conviennent de ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

Les signataires s'engagent à nouer leur partenariat afin de faire découvrir aux élèves le monde économique et professionnel, pour les aider dans leur choix d'orientation, sécuriser leur parcours et faciliter leur insertion professionnelle.

Article 2 – Faire découvrir aux élèves le monde économique et professionnel et celui de l'entreprise

Le parcours d'orientation scolaire et professionnelle de l'élève se construit tout au long de sa scolarité. Pour faciliter la construction de ce parcours, les signataires s'engagent à développer leur collaboration.

ECTI apporte son concours à l'action menée par la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) et par les Directions Régionales de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt (DRAAF) et s'engage à développer des actions de découverte du monde professionnel et de l'entreprise.

Les signataires seront particulièrement attentifs à lutter contre toutes les formes de discriminations dans les représentations sociales des métiers, qu'elles soient liées à l'égalité entre les filles et les garçons, aux origines sociales ou à des situations de handicap.

Ces activités s'adressent aux élèves et apprentis des établissements d'enseignement agricole technique et supérieur.

ECTI souhaite en particulier sensibiliser les élèves à la transition énergétique et mettre l'accent sur les métiers et le secteur du numérique.

Article 3 – Faciliter l'insertion professionnelle des élèves et les initier à la démarche entrepreneuriale

En classe de terminale, les lycéens de la voie professionnelle se préparent soit à poursuivre leurs études, soit à intégrer le monde du travail. Les signataires et leurs représentants académiques et régionaux développent des actions concrètes en vue de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes qui se préparent à intégrer le monde du travail.

A cet effet, ECTI met en place des actions d'aide à l'insertion professionnelle :

Plusieurs actions pourront être proposées, notamment :

- des ateliers sur le savoir être dans l'entreprise ;
- des ateliers sur la recherche d'emploi (rédaction du CV et de la lettre de motivation, simulation d'entretien d'embauche, utilisation des réseaux sociaux, etc.).

ECTI met également en œuvre des activités visant à sensibiliser les élèves à la démarche entrepreneuriale. Ces activités permettent aux élèves de :

- découvrir les étapes de la création d'entreprise ;
- de développer des compétences transversales telles que l'esprit d'initiative, le travail en équipe, la créativité ;
- d'être initiés à la méthode de la conduite de projet.

Plusieurs actions pourront être proposées, notamment :

- des ateliers de créativité ;
- des rencontres et témoignages d'entrepreneurs ;
- des ateliers sur la méthode de la conduite de projet ;
- des parcours de simulation de création d'entreprise.

Article 4 – Sécuriser les parcours et lutter contre le décrochage scolaire

ECTI met en place des actions spécifiques en direction des publics les plus fragiles afin de les accompagner dans leur parcours et de lutter contre le décrochage scolaire.

Plusieurs actions pourront être proposées, notamment :

- des actions de tutorat ;
- des ateliers de remobilisation ;
- des formations sur les compétences clés.

Article 5 – Développer des ressources

Sur toutes ces thématiques, ECTI peut développer des ressources, à destination des élèves ou des enseignants, en lien avec le réseau Insertion Égalité de la DGER.

Les ressources et outils réalisés dans le cadre de la présente convention ont un caractère confidentiel.

Leur utilisation ou communication ne peut intervenir sans le consentement des signataires.

Article 6 – Mise en œuvre de la convention

La présente convention offre un cadre collaboratif pouvant être proposé aux niveaux régional et académique. Sa mise en œuvre tiendra compte des ressources mobilisables et des spécificités de chaque territoire.

Les actions prévues dans la présente convention pourront notamment s'inscrire dans le cadre

- du parcours de découverte des métiers proposé à l'ensemble des élèves du secondaire ;
- du module d'aide à l'insertion professionnelle et entrepreneuriat choisi par les élèves de terminale de la voie professionnelle ;
- de l'accompagnement à la réalisation du chef d'œuvre des élèves de classes de première et terminale de la voie professionnelle.

Pour accompagner la mise en œuvre de la convention pourront notamment être mobilisés, pour l'enseignement agricole, les acteurs suivants :

- Les DRAAF et SRFD
- Le réseau Insertion – Égalité.

Article 7 – Communication

Les signataires conviennent de mettre en place les moyens de communication relatifs aux actions réalisées et valident conjointement les documents élaborés, notamment pour l'utilisation des logos et autres supports : réseaux sociaux, internet, LinkedIn...

Article 8 – Pilotage de la convention

Il est constitué un groupe de suivi de la convention, chargé de déterminer chaque année les priorités de coopération, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre de la convention.

Ce groupe sera constitué, a minima, d'un représentant de l'association ECTI et d'un représentant de la direction générale de l'enseignement et de la recherche.

Le groupe de suivi de la convention se réunit au moins une fois par an.

Il est chargé d'effectuer le bilan de l'année écoulée et de définir les actions à conduire pour l'année à venir.

Un compte rendu des réunions est rédigé et adressé à l'ensemble des membres du groupe de suivi.

Article 9 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. Elle est conclue pour une durée de cinq ans et ne peut être renouvelée par tacite reconduction.

Au cours de sa période de validité, la convention peut être modifiée par avenant à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 10 – Résiliation

Les signataires peuvent convenir de mettre fin à la présente convention d'un commun accord sous réserve de respecter un préavis de six mois.

Article 11 – Règlement des litiges

Les signataires s'efforceront de régler à l'amiable leurs éventuels différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention.

En cas de litige relatif à l'application ou l'interprétation de la convention, les signataires s'engagent à se rapprocher pour régler celui-ci dans les meilleurs délais.

Fait le **27 FEV. 2020**

**Le directeur général
de l'enseignement et de la recherche**



Philippe VINÇON

Le président d'ECTI



Etienne HOEPFFNER